

Cotonou, le 10/04/2024

**COLLECTIF DES PROPRIÉTAIRES ET PRÉSUMÉS
PROPRIÉTAIRES DE PARCELLES DANS LA ZONE :**

**« TOGBIN DAHO ZONE 4 CÔTÉ NORD DE LA ROUTE
DES PÊCHES ALLANT DU CARREFOUR DE
L'IMMEUBLE DE LA STRUCTURE IMMOBILIÈRE
SONAGNON JUSQU'EN FACE DE L'ÉCOLE DE
THÉÂTRE ALOUGBINE DINE »**

**N° D'ENREGISTREMENT DE L'ASSOCIATION :
2024/N°0061/MISP/DC/SGM/DAIC/SACC/SA
Tél. : 97 47 76 36 / 67 03 67 33 / 61 19 42 74**

Réf/07/COL/PR/BUR/AVL/24

COMMUNIQUE :

Objet : Dénonciation de l'arrestation arbitraire de Mr BOCO Romaric membre du Collectif

Nous, membres du Collectif avons appris avec un grand étonnement l'arrestation arbitraire et injuste de notre frère et compagnon de lutte Mr BOCO Romaric dans une accusation d'harcèlement électronique de la part du Ministre du cadre de vie Mr José TONATO.

Nous dénonçons avec la dernière rigueur cette arrestation arbitraire et injuste et prenons l'opinion nationale et internationale à témoin dans cette intimidation de la part du Ministre. Cette intimidation ne va guère éteindre notre détermination et engagement à défendre ce qui est juste conformément aux lois de la république. Tout le peuple béninois est informé de l'expropriation abusive en cours dans cette zone que dénonce notre compatriote Mr Romaric BOCO et les procédures juridiques sont en cours enfin que le droit soit dit.

Nous précisons que nos avocats conseils sont à pied d'œuvre pour prendre connaissance de la plainte d'accusation et utiliser tous les moyens juridiques pour libérer notre frère Mr Romaric BOCO.

Notre lutte, notre combat est juste et les lois de la république nous confortent et renforcent dans cette lutte de défense de nos droits. Les institutions nationales et internationales des droits de l'homme et autres sont tous au courant que nos droits ont été bafoués, violés et foulés au sol, juste parce que le gouvernement ne nous considère pas et ne respecte aucune procédure conformément aux dispositions en la matière. Dans ce cas on ne peut pas nous refuser de dénoncer, on ne peut pas nous imposer le silence.

« ON NE VA PAS SE TAIRE ».



LE COLLECTIF



LE PRÉSIDENT DU COLLECTIF